



Edition du 31/01/2006

SELLAL: Si l'électricité augmente, l'eau suivra

Le ministère des Ressources en eau a décidé de créer une autre école des métiers de l'eau. Car, selon le ministre Abdelmalek Sellal, le secteur de l'eau souffre d'un déficit cruel en matière de ressources humaines, de professionnels, dans des spécialités pointues telles que le management, la gestion et la maintenance. Pourtant «la grande partie du personnel est constituée d'ingénieurs ayant suivi des études supérieures», précise le ministre lors d'un séminaire tenu hier, à l'hôtel El Riad, autour du thème «l'eau et l'environnement».

Le ministre a beaucoup insisté sur la nécessité de former les ingénieurs issus des grandes universités, dans la gestion et le management des ressources en eau. En précisant que le besoin sera plus important dans les années à venir notamment avec l'acquisition de nouveaux grands barrages, d'ici la fin de l'année 2009. «Il faut notamment mettre au diapason nos ingénieurs des nouvelles technologies pour garantir une meilleure gestion et une meilleure maintenance des équipements», a-t-il indiqué. Le ministre a rappelé devant le président du Conseil mondial de l'eau que l'Algérie s'est engagée dans une politique volontariste en matière d'investissements

dans le secteur de l'eau, avec 12 milliards de dollars hors dessalement. Le ministre a affirmé qu'il est aujourd'hui nécessaire de mettre de l'argent et investir dans l'élément humain.

Sellal a brièvement rappelé les grands projets, en cours et ceux qui sont en étude, de la réalisation des barrages, la mise en place des stations de dessalement. «Mais avant de stoker et dessaler les ressources hydriques, il faut d'abord préserver l'eau qui est déjà disponible», a indiqué le ministre en faisant référence au problème de fuites d'eau estimées entre 40 et 45%. Le ministre a fait remarquer que «les fuites d'eau nous ne font pas perdre uniquement de l'eau mais elles sont à l'origine de sérieux glissements de terrain, notamment à Constantine». Et d'ajouter que des mesures sont en cours pour lutter contre ces pertes en précisant que ses services ont entrepris des travaux de réhabilitation de canalisation, à travers 12 grandes villes du pays, pour une première étape. Le ministre a déclaré que les objectifs visés est de réduire les pertes en eau à 25% d'ici l'année 2009. Par ailleurs, Sellal a rappelé la nécessité d'épurer les eaux usées pour les réutiliser dans l'irrigation. Il a précisé, dans ce sens, que 200 millions de m³ sont épurés actuellement avec l'objectif d'atteindre les 600 millions de m³, d'ici l'année 2009, pour les utiliser notamment dans l'arboriculture et combler le déficit en la matière.

Le président du Conseil mondial de l'eau, M. Fauchon, présent à ce séminaire, a affirmé lors de son intervention la nécessité aujourd'hui de trouver des financements pour préserver les ressources hydriques à travers le monde et de procéder à l'augmentation des tarifs. «Dans le cas où les politiques choisissent de subventionner les prix de l'eau, ils devront sans cesse rappeler à leurs citoyens le prix réel de l'eau pour les sensibiliser sur la nécessité de préserver les ressources en eau», indiquera-t-il. Le ministre a indiqué en outre que l'Etat continuera à subventionner le prix de l'eau. Mais, il a encore insisté pour dire que si Sonelgaz augmente ses prix, les prix de l'eau suivront la courbe. Le ministre a indiqué que pour l'instant l'essentiel est que tout le monde paye l'eau, «ce qui n'est pas le cas; sur les 1.541 communes, 830 ne payent pas l'eau», en ajoutant «si tout le monde paye ses factures, on n'aura pas besoin de revoir la politique de tarification de l'eau».

Le ministre a indiqué qu'au jour d'aujourd'hui, 90% de la population est raccordée à un réseau public de l'eau potable. Il a précisé que 70% de la population a de l'eau potable quotidiennement et 30% bénéficient de l'eau potable 1 jour/2. Il a également rassuré que la distribution de l'eau à Alger ne changera pas, en déclarant que le taux de remplissage des barrages est à 41% et qu'il faut attendre jusqu'à la fin du mois de février pour faire un bilan définitif d'évaluation. «Il n'y a pas de risque pour le moment», rassure-t-il. Pour ce qui est de l'Ouest du pays, où la disponibilité en eau est plus inquiétante, le ministre a précisé que le problème ne se posera plus pour la wilaya d'Oran notamment avec la station de dessalement d'Arzew, mais il a plutôt évoqué le cas des wilayas qui sont dans le rouge, telles que Chlef, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent.

par M. Aziza